

Ministère de l'Administration Territoriale,
Décentralisation et de la réforme de l'Etat

Région de Kidal

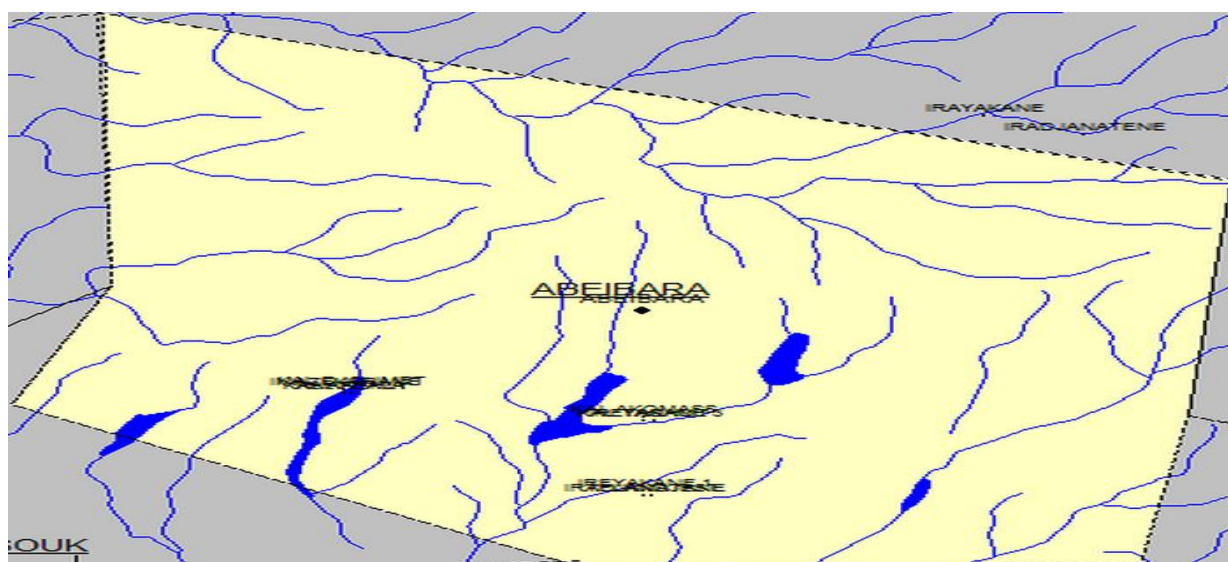
Cercle de Abeibara

Commune Rurale d'Abeibara

République du Mali

Un Peuple – Un But – Une Foi

**PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET
CULTUREL
(PDESC 2017-2021)
DE LA COMMUNE RURALE D'ABEIBARA**



Version Finale

Novembre 2016

Pagination du sommaire

- I. INTRODUCTION
- II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN
 - 2.1. CAMPAGNE D'INFORMATION/SENSIBILISATION DES ACTEURS COMMUNAUX
 - 2.2. ÉCHANGE AVEC LES COMITES COMMUNAUX SUR LE PROCESSUS PDESC
 - 2.3. ORGANISATION DES DIAGNOSTICS DANS LES SECTEURS DE DEVELOPPEMENT
 - 2.3.1. DIAGNOSTIC TECHNIQUE (IL S'AGIT DES DONNEES SECONDAIRES RECUEILLIES)
 - 2.3.2. DIAGNOSTIC PARTICIPATIF (DIFFICULTES, LES CAUSES, LES BESOINS DES POPULATIONS ET DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES)
 - 2.4. ÉTABLISSEMENT DE LA SITUATION DE REFERENCE (DES COMMUNES, VILLAGES/ SECTEURS DE DEVELOPPEMENT)
 - 2.5. TENUE DES JOURNEES DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION INTERCOMMUNAUTAIRE
 - 2.6. PRINCIPALES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LE PROCESSUS D'ELABORATION DES PDESC
- III. GENERALITES SUR LA COMMUNE
 - 3.1. PRESENTATION DE LA COMMUNE
 - 3.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE
 - 3.3. RELIEF, CLIMAT, VEGETATION ET HYDROGRAPHIE
 - 3.4. POPULATION
- IV. SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DE LA COMMUNE
 - 4.1. AGRICULTURE
 - 4.2. ÉLEVAGE
 - 4.3. ENVIRONNEMENT
 - 4.4. ARTS-TOURISME-CULTURE-SPORT
 - 4.5. EDUCATION
 - 4.6. SANTE
 - 4.7. COMMUNICATION
 - 4.8. COMMERCE/ TRANSPORT
 - 4.9. HYDRAULIQUE-ÉNERGIE-MINES-INDUSTRIE
- V. GRANDES ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE
- VI. PLAN QUINQUENNAL ET PROGRAMME DE LA COMMUNE
 - 6.1. PRESENTATION/ANALYSE
- VII. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN
- VIII. MECANISME DE SUIVI /EVALUATION
- IX. DIFFUSION DU PDSEC
- X. CONCLUSION
- ANNEXES

Sigles et Abréviations

ADR	:	Agence de Développement Régional
AE		Académie d'Enseignement
AEP	:	Adduction d'Eau Potable
AES		Adduction d'Eau Sommaire
AFD		Agence Française de Développement
AGR	:	Activités génératrices de revenus
ANICT	:	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APE	:	Association des Parents d'élèves
APEJ	:	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
ASACO	:	Association de Santé Communautaire
ASSADECK	:	Association d'Appui à la Décentralisation dans la région de Kidal
C D P E	:	Centre du Développement de la Petite Enfance
CAP	:	Centre d'Animation Pédagogique
CCOCSAD	:	Comité Communal d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CGS	:	Comité de Gestion Scolaire
CLOCSAD		Comité Local d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CRA	:	Chambre Régionale d'Agriculture
CREDD	:	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable
CROCSAD	:	Comité Régional d'Orientatation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCOM	:	Centre de Santé Communautaire
CSRP	:	Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté
CT	:	Collectivités Territoriales
DDRK	:	Programme de Développement Durable de la Région de Kidal
DIP	:	Domaine d'Intervention Prioritaire
DRGR	:	Direction régionale du Génie rurale
DRHE	:	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Énergie
DRPIA	:	Direction régionale de la production et des industries Animales
DRS	:	Direction régionale de la santé
DRSV	:	Direction régionale du service vétérinaire
FCFA	:	Francs de la Communauté Financière Africaine
FICT		Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales

IED	:	Improvised Explosive Device
LOA	:	Loi d’Orientation Agricole
MSF-E		Médecin du Monde Espagne
OCB	:	Organisation Communautaire de Base
OMATHO		Office Malien du Tourisme et de l’Hôtellerie
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
OSP	:	Organisation Socio-Professionnelle
PADDECK	:	Programme d’Appui au Développement Décentralisé de la Région de Kidal
PADDER	:	Projet d’Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional
PAM	:	Programme Alimentaire Mondial
PDESC	:	Programme Développement Économique Social Culturel
PIRE		Programme Intérimaire de la Relance Educative
PISE		Programme d’Investissement Sectoriel de l’Education
PM		Puits Modernes
PMH	:	Pompe à Motricité Humaine
SHPA		Système Hydraulique Pastorale Amélioré
PNSA	:	Programme National pour la sécurité alimentaire
PRODEC	:	Programme Décennal de l’Education et de la culture
PRODESS	:	Programme de développement social et sanitaire
PRRE		Projet de Reconstruction et de Relance Economique
PSA	:	Poste de Santé Avancée
PTF	:	Partenaires techniques et financiers
RBC	:	Réadaptation à Base Communautaire
SCAC		Service de Coopération et Action Culturelle
SCAT	:	Schéma Communal d’Aménagement
SICA	:	Syndicat Inter collectivités Adagh
TBS	:	Taux Brut de Scolarisation

I. INTRODUCTION

Dans le but de relancer le développement économique, social et culturel des régions affectées par la crise de 2012, le Gouvernement du Mali sur financement de la Banque Mondiale a mis en place le projet de Relance et de Reconstruction économique du Mali (PRRE). SOS SAHEL chargé de la maîtrise d'ouvrage déléguée a fait recours aux services de plusieurs ONG, Consortium d'ONG locales. Le groupement Azhar-CERCA a été retenu pour mettre en œuvre les activités au niveau des communes bénéficiaires de la région de Kidal.

L'appui à la planification participative des projets d'investissements tenant compte des priorités des populations affectées fait partie de la composante 3 du projet et justifie le soutien apporté à la Commune rurale d'Abeibara dans le processus d'élaboration de son PDESC 2017 – 2021.

Le programme de développement est un outil de programmation dans le temps et dans l'espace des actions de développement d'une collectivité territoriale. C'est un cadre de référence et de coordination des actions de développement pour une période de 5 ans. Son élaboration s'inscrit dans les attributions de la collectivité (article 14 du code des collectivités territoriales). Le programme de développement exige l'implication de tous les citoyens, de toutes les organisations socio professionnelles et des autres acteurs Etatiques et non Etatiques. Il se déroule selon une démarche participative et itérative qui a pour but d'en assurer la légitimité et la cohérence avec les politiques nationales dans le respect du principe de subsidiarité.

Le programme actuel restera dans la logique du renforcement de l'existant. Des investissements stratégiques basés sur des projets structurants y seront prédominants. Il sera également à la fois fédérateur et mobilisateur et fondé sur une vision partagée du territoire.

Le présent PDESC couvrant la période 2017-2021, a été élaboré dans le cadre du Projet de Reconstruction et de Relance Economique au Mali financé par la Banque Mondiale et sous la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'ONG SOS SAHEL. Le groupement d'ONG AZHAR/CERCA a appuyé la commune dans le processus d'élaboration du PDESC.

Le document est structuré de la manière suivante :

- La méthodologie qui retrace toutes les phases par lesquelles le processus a été conduit pour aboutir au plan quinquennal 2017 – 2021 de la commune ;
 - La présentation de la commune qui donne une vue détaillée des caractéristiques physiques (relief, sol/végétation, hydrographie, climat), le document présente aussi des données démographiques;
 - La présentation de la situation socioéconomique de base de la commune avec les difficultés auxquelles les populations sont confrontées;
 - Les orientations d'ordre national qui donnent une vue d'ensemble de ce que l'Etat prévoit dans le cadre du développement du pays et celles que la commune entend atteindre en termes d'objectifs particuliers pour répondre aux nombreux besoins des populations ;
 - La programmation quinquennale qui oriente sur les domaines et activités à mener pendant les cinq prochaines années, les objectifs visés, et la prise en charge par les différents intervenants en termes de coûts ;
 - La restitution/validation du PDESC;
 - Les stratégies de mise en œuvre ;
 - Le mécanisme de suivi/évaluation qui définit le dispositif mis en place à cet effet ;
- La conclusion qui donne une synthèse du contenu du PDESC.

II. METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PLAN

Dans le processus d'élaboration du PDESC, le guide méthodologique national d'élaboration et les outils mis à disposition par SOS SAHEL ont été utilisés.

La méthodologie adoptée qui est pleinement participative s'articule autour de différentes étapes d'élaboration du PDESC qui sont :

2.1. Phase préparatoire :

2.1.1. Décision de création et composition du comité communautaire :

Pour élaborer son PDESC, le conseil communal, maître d'ouvrage, a délibéré (délibération en annexe) pour mettre en place un comité communautaire unique en lieu et place (décision en annexe) des différents comités prévus au niveau des secteurs de développement de la commune. Cette approche consensuelle a tenu compte de la situation spécifique de la région de Kidal où sévit encore une grande insécurité rendant difficile les déplacements et les rencontres des acteurs (leaders communautaires, chefs de fraction, chefs de secteurs de développement, les organisations socioprofessionnelles, les services techniques, les élus, les ONG et l'administration) impliqués dans le processus d'élaboration du PDESC.

Le comité mis en place est chargé de la planification, du suivi/surveillance et la gestion/ prévention des conflits. Il est composé de huit (08) personnes choisies par la communauté en raison de leurs connaissances avérées du milieu et des langues : 2 élus, 6 représentants de la Société Civile.

Un animateur est recruté en concertation avec la communauté pour appuyer dans la préparation des diagnostics participatifs, l'information/sensibilisation.

2.1.2. Campagne d'information/sensibilisation des acteurs communaux

Dans la commune, au niveau des secteurs de développement, des rencontres ont été organisées pour informer et sensibiliser les acteurs locaux (les élus, les OCB-OSP, les femmes, les jeunes, les chefs de fractions, les chefs de secteurs) sur les objectifs du PRRE qui appuie le Consortium AZHAR/CERCA dans l'élaboration du PDESC 2017-2021.

Avec les services techniques et l'administration résidant à Gao (le préfet, les sous-préfets, l'administration régionale et les services techniques) des contacts sont aussi établis pour échanger sur le projet PRRE (ses objectifs, l'élaboration des programmes de développement des communes et la méthodologie préconisée)

2.1.3. Échange avec le comité communautaire sur le processus de planification communale

Le Consortium AZHAR/CERCA a organisé des échanges d'informations du 23 au 24 juillet 2016 avec les autorités administratives et locales et un renforcement des capacités du comité afin de le préparer sur les enjeux de la planification communale du développement, ses objectifs et sa démarche.

L'animateur a quant à lui bénéficié d'une initiation à la méthodologie et à l'utilisation des outils de collecte de données.

Les rôles et responsabilités des différents acteurs dans le cadre du processus ont été expliqués et discutés afin de susciter leur engagement, leur adhésion et leur implication.

2.2. Organisation des diagnostics dans les secteurs de développement et l'établissement de la situation de référence de la commune

Le diagnostic a été réalisé par l'équipe du projet (1 coordinateur, 2 spécialistes en développement communautaire, 1 spécialiste en infrastructure, 1 animateur). Le diagnostic a enregistré dans les différents secteurs du développement la participation des élus, des chefs de secteurs, des OCB-OSP, des leaders des jeunes et des femmes, des ONG et programmes/projets. Le cadre a servi non seulement à expliquer les objectifs et les résultats visés mais aussi, à faire un état des lieux des potentialités, des atouts des secteurs et les problèmes / contraintes du développement communal. Les besoins et l'appui sollicité ont également été identifiés.

La situation de référence a été établie avec l'appui des élus, des personnes ressources et les leaders de communautés. Cet état des lieux reste un indicateur du développement de la commune au plan équipements/ infrastructures et services sociaux de base.

2.2.1. Tenue des journées de concertation et de consultation intercommunautaire

Au cours des journées de concertation/consultation intercommunautaire qui ont regroupé une quarantaine de participants, il a été procédé à la synthèse communale des problèmes et besoins dans les différents secteurs de développement. Aussi, ces journées ont été un cadre pour les délégués des secteurs, des représentants des chefs de fraction, des jeunes, des femmes, des responsables d'OCB/OP et les élus pour la mise en commun et l'analyse des données recueillies et la priorisation des actions à réaliser.

2.3. Planification/Restitution/Validation

2.3.1. Planification / programmation

Pour réaliser la planification/programmation, le bilan de l'autoévaluation, des diagnostics, des informations sur les politiques nationales et régionales principalement le Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la Pauvreté (CSCR), les politiques sectorielles, ont servi dans la définition des orientations du développement de la commune. A cet atelier important ont participé : les élus, les personnes ressources, la société civile, les partenaires de la commune.

Les participants sur la base de leurs connaissances techniques ont analysé les résultats des travaux des JCCI ce qui a permis de définir des choix stratégiques basés sur les moyens disponibles/potentiels et l'envergure des problèmes qui se posent à la commune.

C'est ainsi qu'il est ressorti de l'atelier un plan quinquennal 2017-2021 consensuel et un programme annuel avec des objectifs spécifiques bien définis.

2.3.2 Restitution/Validation

Le programme quinquennal de développement et le programme annuel issus de l'atelier de planification ont fait l'objet d'une restitution aux élus, aux représentants des organisations de la société civile pour les analyser et les valider.

2.3.3 Adoption

Le document validé dans le cadre de cette concertation locale des acteurs est adopté par le conseil communal au cours d'une session convoquée à cet effet. La restitution du PDESC et du programme annuel va être conduite par le conseil communal au niveau des communautés et sera diffusé auprès de l'administration et des partenaires techniques et financiers en fonction des canaux de communication disponibles.

2.4. Principales difficultés rencontrées dans le processus d'élaboration du PDESC

La situation sécuritaire dans la commune à l'instar de toute la région n'a pas permis la mobilisation souhaitée des acteurs clés. L'accès à certains secteurs de développement a été difficilement réussi, la présence des djihadistes terroristes étant ressentie comme une épée de Damoclès sur les communautés et l'équipe du projet. Egalement, l'absence des services techniques au niveau communal et régional depuis 2012, services, actuellement résidants à Gao a été une autre contrainte majeure. Cependant, la mise en place du comité communautaire de pilotage a été un élément facilitateur dans le processus de l'élaboration du PDESC. Il faut préciser que ce comité est composé de personnes expérimentées qui connaissent suffisamment le milieu et sont représentatives de diverses sensibilités locales

III. GENERALITES SUR LA COMMUNE

3.1. Organisation administrative de la commune :

3.1.1. Présentation de la commune :

Le mot « Abeïbara » signifierait « arbayab » c'est-à-dire boucle d'oreille en tamasheq.

La commune rurale d'Abeïbara a été créée en 1996 (Loi n° 96-059 du 04 novembre 1996) et couvre une superficie de 8345 Km².

3.1.2. Situation géographique

La commune est limitée :

- ↗ au nord par la commune rurale de Boghassa ;
- ↗ à l'est par la commune rurale de Tinzaouatène ;
- ↗ à l'ouest par la commune rurale d'Adielhoc ;
- ↗ au sud par la commune urbaine de Kidal.

3.1.3. Cadre physique

➤ Relief :

Le relief est dominé par des chaînes de montagnes avec des oueds (Ouzeyen, Akomas, Emedjlen, Edjerer, Tin-Chamaran, Tin-Biden, Tadalock) qui déversent leur eau dans le Telemsi.

➤ Hydrogéologie

Les ressources en eau sont essentiellement souterraines. Les ouvrages de captage sont essentiellement des puits alimentés par les eaux de ruissèlement pendant l'hivernage.

➤ Climat

Le climat de type sahélo-saharien est désertique et chaud. Les étés sont longs et très chauds ; les hivers sont courts. Les écarts de température sont très importants (45° C la journée, 5° C la nuit). Les précipitations sont faibles en moyenne 62 mm par an

Trois saisons se partagent l'année :

- Une saison humide (saison des pluies) allant de juillet à septembre est de plus en plus caractérisée par la diminution de la pluviométrie et sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace ;
- Une saison sèche et froide de novembre à mars, avec des températures basses surtout les nuits (05° C),
- Une saison sèche et chaude d'avril à juin avec la présence de l'harmattan et des températures souvent très élevées (45°C sous abri).

➤ Hydrographie

Dans la commune rurale d'Abeïbara les potentialités en eau souterraine sont faibles. De nombreuses tentatives de forages n'ont pas été concluantes.

➤ Végétation :

La végétation de la commune est dominée par les ligneuses présentes dans les oueds. Elles se composent essentiellement d'acacias et autres épineux.

➤ La Faune :

La faune sauvage est constituée de reptiles, rongeurs et petits carnivores. La sécheresse et le braconnage ont systématiquement anéanti les grands ruminants.

3.1.4. Population

La population de la commune estimée à 5775 habitants soit 2,23%(source Direction Régionale du Plan et de la Statistique Kidal) de celle de la région est composée de 781 ménages. Elle est essentiellement composée de Kel Tamasheq.

Cette population est rurale (éleveurs nomades) ; ces mouvements sont plus fréquents vers les marchés de Tinzaouatène et de Timéyaouène (Algérie).

La population de la commune est constituée de onze fractions nomades réparties sur onze (11) secteurs de développement et un village chef-lieu de commune.

Tableau 1. Fractions

N°	Villages/fractions	Chefs de fraction
1	Kel Aghli	Bessa AG Acherif
2	Kel Akomass	Alhassane AG Atgtayoub
3	Imizekarane	Saghdoun AG Ibital
4	Telandiast	Hama Hama AG Acherif
5	Kel Taghli	Ibrahim AG Saghid
6	Iradianatene	Imiyatène AG Inamoud
7	Irayaken I	Wangga AG Hamdicknan
8	Irayaken II	Assafagh AG Alhader
9	Village Abeibara	Oumar AG Attayoub
10	Kel Affala	Oumar AG Galla
11	Kel Djoumet	M'Baha AG Mohamed

Source : Mairie

Tableau 2: Secteurs de développement et responsables

N°	Nom village/ secteurs
1	Abeibara
2	Akomas
3	Djoumet
4	Aghli
5	Tassisset
6	Intouwike
7	Acarcada
8	In thagaren
9	Assikad
10	An har
11	In acholagh

Source : Archives Mairie

IV. SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DE BASE DE LA COMMUNE

4.1. Elevage :

L'élevage est la principale activité économique de la commune. Cet élevage extensif est de type transhumant. Le cheptel se compose des ovins, caprins, camelins et asins. L'importance de l'élevage s'explique par l'abondance des pâturages.

Tableau 3 : Cheptel

Commune	Bovins	Ovins	Caprins	Camelins	Asins	Equins	Total
Abiebara	41	6184	5304	1921	1153	0	14585

Les atouts ou potentialités du sous-secteur de l'élevage sont :

- L'existence de pâturages ;
- L'existence de marché à bétail de proximité (Algérie) ;

L'exploitation de ces potentialités est confrontée à des contraintes que sont :

- L'analphabétisme des pasteurs ;
- Insuffisance d'infrastructures pastorales (Parc de Vaccination, Aire Abattage, marché à bétail...) ;
- la réticence des populations nomades au traitement et au déstockage du bétail ;
- l'absence de gestion rationnelle de l'espace pastoral (dégradation continue des pâturages, coupe abusive des espèces ligneuses) ;
- L'absence d'unité de fabrique d'aliments bétail ;
- Les difficultés d'accès aux produits et services vétérinaires ;
- La présence de certaines maladies animales ;
- L'insuffisance d'infrastructure vétérinaire (parc de vaccination, aire d'abattage) ;
- L'insuffisance d'agent technique d'encadrement dans la commune ;
- La faible production en lait et en viande.

Les perspectives sont :

- L'amélioration des moyens de production des éleveurs par le renforcement de capacités en équipements et en formation ;
- La réhabilitation et la construction de parcs de vaccination ;
- la maîtrise de l'eau pour réduire les besoins en eau des populations et du cheptel en réalisant des forages équipés, des barrages filtrants, des impluviums, des mares et des puits à grand diamètre dans toutes les zones à pâturages abondants ;
- la transformation/ conservation des produits de l'élevage ;
- l'émergence d'un nouveau type d'éleveurs mieux formés et mieux organisés avec un cheptel « productif et sécurisé » ;
- l'amélioration de la gestion des pâturages par la création de brigades de surveillance ;
- La réorganisation des associations ou organisations d'éleveurs ;
- L'installation d'unité de transformation d'aliments bétail ;

4.2. Agriculture

Le maraîchage n'est pas très développé dans la commune mais l'activité pourrait être développée dans certains sites : Intouweké, Aghli, Tidinamist.

Les potentialités de ce sous-secteur :

- Existence des terres cultivables non aménagées ;
- Disponibilité de l'eau dans les sites où est pratiqué le maraîchage.

Le maraîchage malgré son importance dans la commune reste confronté aux difficultés suivantes :

- Difficulté d'accès aux intrants agricoles (semences, engrais) ;
- Une insuffisance d'encadrement/formation des maraîchers ;
- Difficultés d'accès au crédit.

4.3. Environnement

Au niveau de la commune, la végétation est variée, elle est en perpétuelle dégradation. Les vallées sont dominées par les grands arbres : Acacia albida, Tamarindus, Indica et aussi les glaciais d'épandage composée d'arbustes épineux tels que : Acacia, Radiana, Balanites aegyptiaca. On peut noter l'existence de quelques rares espèces fauniques composées d'hyènes tachetées, des chacals, des gazelles, des rongeurs et reptiles.

4.4. Artisanat-Culture

L'activité de l'artisanat est beaucoup pratiquée dans la commune surtout par les femmes qui fabriquent les nattes, les tentes, les outres...

La culture est dominée par les pratiques ancestrales traditionnelles.

Parmi les potentiels de ces sous-secteurs on peut noter la présence des organisations socioprofessionnelles.

Comme contraintes, il y a :

- L'insuffisance de renforcement des capacités des artisans ;
- Le non aménagement des espaces prévus pour la promotion de l'artisanat et la culture ;
- La difficulté à écouler les produits de l'artisanat ;
- La difficulté d'organisation des activités culturelles

Les perspectives pour ces sous-secteurs pourront être :

- Le renforcement des capacités des artisans ;
- L'aménagement des espaces culturels ;
- L'organisation des journées culturelles ;
- La valorisation du potentiel de l'artisanat par l'organisation et le financement des AGR au profit des artisans, des femmes et des jeunes.

4.5. Commerce/ Transport

Les échanges commerciaux se font surtout avec l'Algérie voisine d'où les populations importent les denrées de premières nécessités en échange de bétail. Ces échanges à cause de leur caractère informel restent toujours précaires.

La commune est d'accès difficile à cause du mauvais état des pistes.

Tableau 4 : Situation du Réseau de la Commune

Catégorie	Liaison	Kilométrage	praticabilité
Route régionale	Abeïbara –Tinzaouatène	165	Permanente
Route régionale	Abeïbara- Boghassa	104	Permanente
Route Regionale	Abeibara-Kidal	130	Permanente
Routes communales	Abeïbara- Acarcada	50	Saisonnière
	Abeïbara- Akomass	25	Saisonnière
	Abeïbara – Tassisset	30	Saisonnière

Source : Mairie

4.6. Services sociaux :

➤ Education :

Deux (3) écoles existent dans la commune (Abeibara village 2 et Aghly) mais fermées depuis 2012 à cause du conflit. Avant la crise le taux de scolarisation était de 4,8%.

Tableau 5 : liste des écoles

Nom de l'école	Type d'établissement	Statut	Année de création ou d'ouverture	Existence de CGS	
				oui	non
Med Ag Baye Dit Tessamat	F1	Publique	1993		
Aghly	F1	Publique	2009		
Abeibara S/C	F2	Publique	2000		

Source : Académie d'Enseignement de Kidal 2016

Les contraintes qui peuvent être signalées pour ce sous-secteur sont :

- L'analphabétisme des populations ;
- La réticence des éleveurs nomades à la scolarisation de leurs enfants ;
- L'inadaptation du mode de vie des populations nomades aux exigences de l'école. Les éleveurs sont mobiles et l'école a besoin d'une certaine stabilité;
- Le fonctionnement de la cantine n'est pas l'idéal (vivres toujours insuffisants et souvent inadaptés aux habitudes alimentaires des pensionnaires) ;
- Les acteurs responsables de l'éducation ne s'impliquent pas assez dans la scolarisation ;
- L'insécurité autour des écoles ;

➤ Santé :

La couverture sanitaire est très faible dans la commune malgré l'existence d'un CSCOM qui vient d'être réhabilité sur financement de la coopération Française en 2016 et un CSREF non fonctionnel depuis 2012.

Les maladies les plus fréquentes dans la commune sont : les dermatoses, les maladies respiratoires, les diarrhées, la malnutrition, le paludisme.

4.7. Infrastructures – Communication – Hydraulique et Energie

4.7.1. Communication

Le réseau de communication (ORANGE, MALITEL, TV, radio rurale) existait avant la crise de 2012 mais actuellement non fonctionnel.

4.7.2. Hydraulique-Énergie-Mines-Industrie

➤ Hydraulique :

Malgré la réalisation de quelques ouvrages hydrauliques au niveau de certains secteurs de développement, la couverture en eau des populations et des animaux reste une préoccupation majeure.

Tableau 6: PMH

VILLAGES/ SITES	Coordonnées		PROF (m)	N S (m)	Débit (m3/h)	Types de pompes	Nbre de PMH	Année d'installa t.	Projet
	Long.	Lat.							
Abeibara	1°50'31' 'E	19°20'48'' N	42	6,5	2	Hydro India	1	2010	PAEPA
Abeibara	1°50'31' 'E	19°20'48'' N	41	13	2	Hydro India	1	2010	PAEPA
Abeibara Ecole			30	10,1	1,5	India	1	2008	ACDI
Aladjases aghli	1°53'44' 'E	18°53'32'' N	53	20,12	0,5	Hydro India	1	2010	PAEPA
Edjerer	1°52'	19°12'	65	41,2	6	India	1	2002	PSARK
Fagasse	1°52'01' 'E	19°33'42'' N	50	32,97	4,4	Hydro India	1	2010	PAEPA
Tassindjinte	1°26'07' 'E	19°36'08'' N	70	48,6	1,3	Hydro India	1	2010	PAEPA
Tassisset	1°52'00' 'E	19°33'34'' N	84	34	1,2	Hydro India	1	2010	PAEPA
							8		

Source : DRH Kidal, 2016

Tableau 7 : Liste des Puits Modernes

LOCALITE	Type Ouvr	Long	Lat	date_real	Projet	Prof_tot	niv_stat	perennité
ABEIBARA	PC2	1,844722	19,34833	01-janv-01	PSARK	21,6	15,9	12
ABEIBARA	PC1	1,845833	19,35083	01-janv-02	PSARK	23,4	17,2	12
ABEIBARA	PM5	1,844722	19,34833	01-janv-95	PSARK	24,2	15,6	12
ABEIBARA	PM2	1,848889	19,34945	01-janv-98	PSARK	14,5	9,9	12
ABEIBARA	PM6	1,840278	19,34694	01-janv-98	PSARK	26,2	7,6	12
ABEIBARA	PM3	1,847778	19,34972	01-janv-98	PSARK	15,4	13,6	12
ABEIBARA	PM4	1,846111	19,35056	01-janv-98	PSARK	24,5	17	12
ABEIBARA	PM1	1,848889	19,35167			12	9,1	12
ABEIBARA	PM7	-2,42945						12
Aghli	PM2	1,848056	19,02861	01-janv-86	ACORD	21,4	18,7	12
Aghli	PM1	1,849444	19,03056	01-janv-99	ACORD	21,5	18,58	12
Ahdia	PM1	1,555556	19,17139	01-janv-06		27,6	24,6	12
Assikat	PC1	1,510556	19,43611	01-janv-01	ACF	31,5	21,3	10
Enhad	PM1	1,705833	19,24639	01-janv-06		35	30,35	12

Tillya	PM1	1,916667	19,17056	01-janv-00	ACF	27,6	26,5	9
Tin Tabarde	PM2	1,816944	19,24028	01-janv-01	ACF	19,5	16,7	12
Tin Tabarde	PM1	1,816944	19,23972	01-janv-01	ACF	19,7	16,15	12

DRE –Kidal, 2016

Tableau 8 : Listes des Centres AES/AEP

VILLAGES/S ITES	Type d'ouvrages	Source d'Energie
Abeibara	AEP	Solaire
	15	

Source : DRH, 2016

Les contraintes pour ce sous-secteur sont entre autres :

- L'insuffisance de points d'eau notamment en milieu rural ;
- L'insuffisance d'encadrement des comités villageois de gestion d'eau ;

En perspectives, on peut envisager :

- La multiplication des points d'eau ;
- La formation des comités de gestion d'eau en gestion administrative, financière et assainissement ;
- La réalisation d'infrastructures telles les barrages, les impluviums, de mares pour les éleveurs et leur cheptel.

➤ **Mines-Industrie**

Le sous-sol de la commune est présumé riche en minerais.

V.VISION ET ORIENTATIONS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE 2017-2021

Tableau 9 : Formulation des orientations de développement de la commune

Sous-secteurs	Problèmes /Priorités	Liens avec les politiques nationales, régionales	Orientations
Agriculture	-insuffisance des équipements et intrants agricoles ; -Insuffisance de formation ;	LOA (Loi d'Orientation Agricole)	Développer la production maraichère sur la base des pratiques agro écologiques pour améliorer les revenus et l'alimentation des ménages.
Elevage	-Insuffisance d'eau ; -Maladies animales ; -absence d'auxiliaires vétérinaires ; - Dégradation des pâturages ;	LOA Charte pastorale Loi sur les infrastructures sanitaires	Promouvoir le développement de l'élevage

	- Insuffisance de la protection des ressources naturelles ; -résistance des éleveurs à la vaccination et au traitement du bétail ; -difficultés d'alimentation du bétail ; - Insuffisance d'infrastructures vétérinaires		
Environnement	Dégradation/ravinement/ensablement des oueds ; - Disparition de certaines espèces végétales et animales -Dégradation des pâturages ; - Déforestation	PNAE	Protéger et restaurer l'environnement
Artisanat/Culture	-Insuffisance d'organisation des acteurs des sous-secteurs ; -Manque de débouchés pour les produits artisanaux ; - Manque de maison des artisans	Politiques nationales Artisanat et culture	Valoriser les sous-secteurs
Education	-Réticence des parents éleveurs nomades à la scolarisation des enfants ; -faible taux de scolarisation ; -déperdition scolaire élevée -Insécurité autour des écoles ; - Mauvais état des salles de classes ; -Insuffisance du personnel enseignant -insuffisance de matériels et fournitures scolaires -Manque de centres alpha -Insuffisance de clôtures des écoles -manque de medersa -Insuffisance de l'approvisionnement en vivres pour les cantines scolaires -manque de logement pour enseignants	Programme Décennal de Développement de l'Education	Amener le taux de scolarisation à 60%
Santé	-Faible couverture sanitaire. -Insuffisance des agents de sante qualifiés ; -Fréquence de maladies ; -Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments dans les CSCOM ;	PRODESS	Favoriser les soins de santé primaire
communications	-Absence d'antenne TV, de radio et de téléphone ;	Accès à l'information et à la communication pour tous	Améliorer la communication dans la commune

Commerce /transport	-Economie informelle ; -Insécurité sur les axes routiers ; -mauvais état des pistes pendant l'hivernage ; -Faible taux de financement des AGR ; -Difficulté d'accès au crédit pour les commerçants.	Politique nationale sur le commerce et le transport	Aménagement des pistes rurales et financement des AGR
Hydraulique	-Insuffisance de points d'eau pour les populations et le cheptel ; -Insuffisance d'encadrement des comités de gestion des points d'eau.	Un point d'eau pour chaque Village	Réalisation de points d'eau
Energie	-Absence de réseau électrique.	Cadre de Reference pour le Développement des Energies Rurales	Fournir de l'énergie aux populations aux populations du chef-lieu de la commune
Mines/ Industries	-Potentialités encore inexploitées ; -Insuffisance dans la recherche ;	Politique nationale du commerce, des ressources minières et de l'industrie	Mise en valeur des potentialités minières
Sécurité /paix	-Conflits intercommunautaires ; -Radicalisation des jeunes ; -Prolifération des armes de guerre -IED (mines)	Dialogue et concertation informations des autorités (à tous les niveaux)	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune
Administration	-dégradation des locaux de la mairie et du Centre d'accueil ; -Manque d'équipements informatiques et mobiliers pour la mairie ;	Renforcement des conditions de travail des services de l'état et des collectivités	Renforcer les infrastructures et équipements de base
Genre et développement	-méconnaissance des droits des femmes et des enfants par la société	Equité genre	Promouvoir les droits des femmes et des enfants

Tableau 10 : Axes stratégiques et formulation des objectifs

Secteurs (axes stratégiques)	Problèmes /Priorités	Objectifs	Objectifs spécifiques
Agriculture	-insuffisance des équipements et intrants agricoles ; -Insuffisance de formation ;	Améliorer l'alimentation des ménages	- Faciliter aux producteurs l'accès aux équipements et intrants agricoles ; - Renforcer les capacités techniques des producteurs maraichers ;
Elevage	-Insuffisance d'eau ; -Maladies animales ; -absence d'auxiliaires	Promouvoir le développement de	- Faciliter l'accès à l'eau aux éleveurs et au cheptel; - Améliorer l'état sanitaire du

	vétérinaires ; - Dégradation des pâturages ; - Insuffisance de la protection des ressources naturelles ; -Résistance des éleveurs à la vaccination et au traitement du bétail ; -difficultés d'alimentation du bétail - Insuffisance d'infrastructures vétérinaires	l'élevage	cheptel ; - Renforcer les capacités des organisations des éleveurs ; - Assurer la protection des pâturages
Environnement	Dégradation/ravinement/ensablement des oueds, des - Disparition de certaines espèces végétales et animales -Dégradation des pâturages ; - Déforestation	Restaurer et protéger l'écosystème	- Assurer la régénération de la faune et de la flore - Assurer la protection de l'environnement
Artisanat et culture	-Insuffisance d'organisation des acteurs des sous-secteurs ; -Manque de débouchés pour les produits artisanaux ; - Manque de maison pour les artisans -Insuffisance des équipements (art et culture)	Développer les secteurs de l'artisanat, du tourisme, de la culture et du sport	- Organiser et renforcer les capacités des artisans ; - Doter la commune d'équipements/infrastructures artistiques et culturels
Education	-Réticence des parents éleveurs nomades à la scolarisation des enfants ; -faible taux de scolarisation ; -déperdition scolaire élevée -Insécurité autour des écoles ; - Mauvais état des salles de classes ; -Insuffisance du personnel enseignant -insuffisance de matériels et fournitures scolaires -Manque de centres alpha -Insuffisance de clôtures des écoles	Améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation	- Augmenter le taux de scolarisation - Réduire le taux de déperdition scolaire - Equiper les écoles en matériels et outils scolaires - Améliorer les conditions de travail des enseignants - Améliorer les conditions d'accueil des élèves -Sécuriser les établissements scolaires -Renforcer les capacités des

	-manque de medersa -Insuffisance de l'approvisionnement en vivres pour les cantines scolaires -manque de logement pour enseignants		organes de gestion scolaire
Santé	-Faible couverture sanitaire. -Insuffisance des agents de sante qualifiés ; -Fréquence de maladies ; -Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments dans les CSCOM ;	Améliorer la couverture sanitaire	- Renforcer les capacités du personnel socio sanitaire - Assurer la disponibilité en produits pharmaceutiques - Réduire le taux de mortalité
communications	-Absence d'antenne TV, de radio et de téléphone ;	Améliorer l'information et la communication dans la commune	Assurer l'accès à l'information et la communication
Commerce /transport	-Economie informelle ; -Insécurité sur les axes routiers ; -mauvais état des pistes pendant l'hivernage ; -Faible taux de financement des AGR	Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir l'économie locale	-Assurer l'accessibilité des villages et des zones de production en toutes saisons ; -Financer les AGR des OCB/OSP
Hydraulique	-Insuffisance de points d'eau pour les populations et le cheptel ; -Insuffisance d'encadrement des comités de gestion des points d'eau.	Améliorer l'accès à l'eau pour les populations et le cheptel	- Multiplier les points d'eau dans la commune ; -Renforcer les capacités des comités de gestion des points d'eau
Energie	-Absence d'un réseau électrique dans le chef-lieu de la commune	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	-Doter le chef-lieu de la commune d'un réseau électrique
Mines et industries	-Insuffisance dans la recherche ; -non exploitation des ressources minières existantes	Mettre en valeur les potentialités minières	-Mettre en valeur les ressources minières
Sécurité /paix	-Conflits intercommunautaires ; -Radicalisation des jeunes ;	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	-Prévenir les conflits ; -Lutter contre la radicalisation par

	-Prolifération des armes de guerre. -IED (mines)		la sensibilisation ; -Mettre en place un fonds de récupération des armes de guerre ; -Former les jeunes aux techniques de déminage
Administration	-dégradation des locaux de la mairie ; -Manque d'équipements informatiques et mobiliers pour la mairie ;	Améliorer les conditions de travail des élus, du personnel communal et des services techniques	- Réhabiliter et équiper les locaux de la mairie et le Centre d'accueil ; -Renforcer les capacités des élus et des agents communaux
Genre et développement	-méconnaissance des droits des femmes et des enfants par la société	Assurer la promotion des droits des femmes et des enfants	- Sensibiliser la population sur les droits des femmes et enfants -Favoriser les conditions de participation des femmes, des jeunes aux activités politiques et économiques

5.1. Définition de la Vision stratégique de la commune :

A l'horizon 2021, la commune doit parvenir à travers son PDESC à améliorer les conditions de vie de ses populations.

5.2. Identification des grandes Orientations

- Promotion du développement de l'élevage ;
- Restauration et protection de l'environnement ;
- Développement et valorisation des sous-secteurs de l'artisanat et de la culture ;
- Amélioration du taux de scolarisation et de fréquentation ;
- Amélioration de la couverture sanitaire ;
- Amélioration de l'information et la communication dans la commune ;
- Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir l'économie locale ;
- Amélioration de l'accès des populations à l'eau potable ;
- Valorisation des potentialités minières de la commune ;
- Renforcement de la Paix et la sécurité dans la commune ;
- Renforcement des équipements /infrastructures de base ;
- Promotion des droits des femmes et des enfants

Les orientations stratégiques de développement et la Vision de la commune se réfèrent à la dynamique du bilan diagnostic dans les différents villages et fractions lors de l'atelier de planification. Ce qui a permis à la commune de déterminer sa Vision Stratégique, les axes et priorités d'intervention et le plan pour les cinq (05) prochaines années avec la participation des acteurs clés de la commune.

La Vision et les orientations politiques du Conseil Communal s'inscrivent dans l'ensemble des orientations et stratégies Nationales et Régionales du Mali en matière de Développement Local et Régional. Elles se veulent comme stratégie d'opérationnalisation des grandes orientations contenues dans les références comme le CSCRP, la DCPND/ PNACT, les politiques sectorielles en santé, éducation, hydraulique et environnement/ assainissement, les SRAT et PSDR de la région de Kidal.

Conçues comme outil pratique de valorisation des opportunités et des potentialités de développement économique, la vision et orientations constituent une des réponses aux nombreuses préoccupations identifiées à travers l'approche participative au niveau de la commune.

Ainsi, pour le Conseil Communal, la période 2017- 2021 doit permettre à la Collectivité de "Contribuer à la croissance économique de la région par une stratégie de création des richesses et emplois, à travers la valorisation des potentialités économiques de la commune".

VI. PLAN QUINQUENNAL ET PROGRAMME DE LA COMMUNE

6.1. Présentation/analyse

Au cours de l'élaboration de son Programme de développement économique, social et culturel qui s'est déroulé de manière participative sous la conduite du conseil communal et du comité communautaire, la commune rurale d'Abeibara a retenu 203 actions dont le coût estimatif s'élève à de 3 139 659 000 francs CFA pour répondre essentiellement aux besoins en eau qui constitue une problématique majeure dans la commune (le sous –secteur de l'hydraulique représente 39, 20% du coût total des investissements programmés). Les autres défis à relever sont l'éducation, la santé, la résilience contre les crises économiques, climatiques et sociales. La réponse à tous ces défis permettra à la commune de restaurer et de renforcer son économie locale. Le tableau ci-dessous présente les détails par secteur.

Tableau 9 : Répartition des coûts par secteur

Secteurs	Montant	%
Secteur Economie rurale	562 919 000	17, 94
Secteur secondaire	1 515 590 000	48,27
Secteur Infrastructures/Equipements	384 150 000	12, 23
Secteur Ressources humaines	677 000 000	21, 56
Total	3 139 659 000	100

Les priorités et les orientations dégagées par les populations au cours de l'élaboration du PDESC sont bien visibles si l'on regarde le coût moyen annuel des investissements qui est de l'ordre de 627 931 800 Franc CFA. Sur le tableau ci-dessus, le secteur secondaire représente **48, 28%** des investissements.

Le secteur des ressources humaines occupe une place importante dans les préoccupations des communautés à cause de la crise sécuritaire qui a affecté les sous-secteurs de l'éducation et de la santé.

Pour relever l'économie locale qui a souffert de la crise, des microprojets portés par des OCB / OSP ont été recensés pour bénéficier de financements afin de prendre en compte leurs attentes.

Egalement, des rencontres intercommunautaires et des campagnes de sensibilisation ont été retenues en vue de faciliter le rétablissement de la paix et la sécurité dans la commune.

Du point de vue de l'équité territoriale, toutes les communautés dans leur différent secteur de développement sont prises en compte par rapport à l'accès aux services de base et leur système de production.

Le PDESC élaboré concentre l'essentiel des investissements sur les trois (3) premières années à cause de l'urgence à reconstruire/ réhabiliter l'économie locale dégradée par plusieurs années d'insécurité ; une insécurité qui n'a pas permis la réalisation des actions planifiées dans le précédant PDESC 2010-2014. Certaines de ces actions ont été reconduites au moment de la priorisation des actions du nouveau plan.

6.2. Plan Quinquennal 2017-2021

Secteurs/sous secteurs	Objectifs	Résultats attendus	Activités	Nombre d'action	Partenaires	Localisation	Coût estimatif (000 FCFA)	Coût par période en FCFA				
								2017	2018	2019	2020	2021
I. Secteur Economie Rurale												
Agriculture	Améliorer l'alimentation des ménages	Les maraichers de la commune sont renforcés	Organisation de 5 sessions de formation des groupements maraichers sur les techniques agricoles	5	DDRK, PRRE	Abeibara	15 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
		Les maraichers sont dotés en équipements et intrants agricoles	Dotation de 20 maraichers en équipements et intrants agricoles	1	PRRE, MINSUMA ,	Intouweké, Aghli, Tidinamist	15 000 000	15 000 000				
Sous total Agriculture				6			30 000 000	18 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Elevage	Promouvoir le développement de l'élevage	Le cheptel de la commune est vacciné	Organisation d'une campagne de vaccination du cheptel	1	DRPIA	Toute la commune	15 000 000	15 000 000				
		Un marché à bétail est réhabilité	Réhabilitation d'un marché à bétail	1	MINUSMA	Abeibara	10 000 000	10 000 000				
		Des activités d'embouche sont soutenues	Appui à 3 ateliers embouche ovine	3	PRRE	Toute la commune	38 379 000	38 379 000				
		Une foire des éleveurs est organisée	Organisation d'1 foire	1	DDRK	Abeibara	12 000 000	12 000 000				
		Des parcs de vaccination sont construits	Construction de 6 parcs de vaccination	6	PRRE, MINUSMA		54 540 000	18 180 000	9 090 000	9 090 000	9 090 000	9 090 000
		La commune dispose d'une aire d'abatage	Construction de 1 aire d'abatage	1	PRRE, MINUSMA	Abeibara	15 000 000	15 000 000				
		Les éleveurs sont mieux formés sur les techniques de transformation des produits laitiers et la santé animale	Organisation de 5 sessions de formation des groupements d'éleveurs sur la transformation des produits laitiers, la santé animale et la gestion des ressources naturelles	5	DDRK	Abeibara	12 000 000	3 000 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000
Sous total sous-secteur Elevage				18			156 919 000	111 559 000	12 090 000	9 090 000	12 090 000	12 090 000
Environnement	Protéger et valoriser les ressources pastorales	Des brigades de surveillance sont mises en place	Mise en place de 10 brigades de surveillance de l'environnement	10	Conseil Communal	Toute la commune	12 000 000	12 000 000				

		Les effets de la désertification sont minimisés	Plantation de 1000 arbres (essences locales/ fourrages)	1	Conseil Communal	Abeibara	10 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
		Le village est protégé des inondations	Extension d'une digue de protection du village	1	ANICT	Abeibara	45 000 000	45 000 000				
		Une convention locale sur la GRN est élaborée	Elaboration d'une convention locale de gestion des ressources naturelles	1	Conseil Communal	Abeibara	4 000 000	4 000 000				
Sous total sous-secteur Environnement				13			71 000 000	63 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Paix et sécurité	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	les conflits sont gérés de façon pacifique	Mise en place d'un fonds de récupération/rachat de 500 armes de guerre	1	MINUSMA	Toute la commune	100 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
			Organisation de 5 rencontres intercommunautaires sur la récupération des armes de guerre, la paix et la gestion pacifique des conflits	5	MINUSMA	Abeibara,Ako mas,Djoumet, Aghli,Tassisset,Intouwiké, Acarcada,Intagaren,Assikad,An har,Inacholagh	65 000 000	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 000 000	13 000 000
		La radicalisation des jeunes est réduite et la non-violence cultivée	Formation et équipement des 35 jeunes sur les techniques de déminage	5	UNMAS	Abeibara	20 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
			Financement de 15 microprojets de réinsertion et d'auto réhabilitation des jeunes (embouche, mécanique auto, dépôts vétérinaire, petit commerce)	15	PRRE, DDRK, MINUSMA	Toute la commune	120 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000		
Sous total sous secteur Paix et Sécurité				26			305 000 000	77 000 000	77 000 000	77 000 000	37 000 000	37 000 000
Total général Secteur Economie rurale				50			562 919 000	269 559 000	94 090 000	91 090 000	54 090 000	54 090 000
Secteur secondaire												

Hydraulique	Assurer la satisfaction en approvisionnement en eau de la population et du bétail	Des puits pastoraux sont réalisés	Réalisation de 11 puits pastoraux	11	PRRE, MINUSMA	Abeibara,Akomas,Djoumet, Aghli,Tassisset,Intouwiké, Acarcada,Inthagaren,Assikad,An har,Inacholagh	198 000 000	90 000 000	54 000 000	36 000 000	18 000 000	
		Des forages équipés en kits solaires sont réalisés	Réalisation de 11 forages équipés en kits solaires	11	MINUSMA , DDRK	Abeibara,Akomas,Djoumet, Aghli,Tassisset,Intouwiké, Acarcada,Inthagaren,Assikad,An har,Inacholagh	363 000 000	198 000 000	99 000 000	66 000 000		
		Des micros barrages sont construits	Réalisation de 5 micros barrages	5	MINUSMA , PRRE	Abeibara, Ahdjar, Tassisset, Adedjess, Ibadid	175 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000	35 000 000
		Des puits équipés de pompes solaires sont réalisés	Réalisation de 11 puits pastoraux équipés de pompes solaires	11	MINUSMA , DDRK,PRRE	Abeibara,Akomas,Djoumet, Aghli,Tassisset,Intouwiké, Acarcada,Inthagaren,Assikad,An har,Inacholagh	120 000 000	40 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
		Des puits sont sécurisés dans la commune	Sécurisation de 5 puits maraichers	5	MINUSMA ,DDRK, PRRE	Intouweké, Aghli, Tidinamist	50 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
		Une adduction d'eau est réhabilitée	Réhabilitation d'une adduction d'eau potable équipée de pompe solaire	1	ANICT, Conseil Communal	Abeibara	22 000 000	22 000 000				
		Des impluviums sont réalisés	Réalisation de 11 impluviums	11	PRRE, MINISMA	Abeibara, Ahdjar, Tassisset, Adedjess, Ibadid	275 000 000	75 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000
		Des marres sont creusées	Surcreusement de 4 marres	4	MINUSMA	Edjerer, Tinbiden, Akomas, Agharghar	28 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	
Sous total sous-secteur Hydraulique			59			1 231 000	477 000	275 000	224 000	140 000	115 000 000	

							000	000	000	000	000	
Energie	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	Le chef lieu de la commune est doté d'un réseau électrique	Réalisation d'un réseau électrique (achat d'un groupe électrogène de 100 Kva et accessoires)	1	MINUSMA	Abeibara	50 000 000	50 000 000				
		Des familles d'éleveurs nomades sont dotées de kits solaires	Dotation de 500 familles d'éleveurs en kits solaires	1	PRRE	Toute la commune	50 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Sous total sous-secteur Energie				2			100 000 000	60 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
		Un Centre d'accueil est réhabilité	Réhabilitation d'un Centre d'accueil	1	PRRE	Abeibara	18 000 000	18 000 000				
Artisanat, culture	Valoriser le potentiel artistique et culturel	Une maison des jeunes est construite	Construction d'une maison des jeunes	1	MINUSMA	Abeibara	30 000 000		30 000 000			
		Une maison des artisans est construite	Construction d'une maison des artisans	1	PRRE, DDRK, MINUSMA	Abeibara	36 590 000	36 590 000				
		Des microprojets sont financés pour soutenir les sous secteurs artisanat et culture	Financement de 10 microprojets de l'artisanat/culture (ateliers de teinture, boutiques de vente des produits locaux)	10	PRRE	Toute la commune	100 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Sous total Sous-secteur Arts-Tourisme-Culture				12			184 590 000	74 590 000	50 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
Total général Secteur Secondaire				73			1 515 590 000	611 590 000	335 000 000	254 000 000	170 000 000	145 000 000
Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements												
Administrati on (Mairie)	Améliorer les conditions de travail des élus et du personnel communal	Les locaux de la mairie sont sécurisés et équipés	Réhabilitation /équipement de la mairie	1	Conseil Communal	Abeibara	49 000 000	49 000 000				
		Les capacités des élus et du personnel sont renforcées en gestion administrative et financière	Organisation de 5 sessions de formation des élus et personnel communal	5	DDRK, PRRE	Abeibara	15 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Total sous-secteur Administration				6			64 000 000	52 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Commerce/T ransport et communicati on	Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir	l'accessibilité des secteurs de développement, la communication et l'octroi des crédits aux commerçants sont	Aménagement de 6 pistes rurales	6	PRRE, ANPE	Toute la commune	66 000 000	22 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000	11 000 000
			Réalisation 6 radiers	6	PRRE	Toute la commune	120 000 000	40 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000

	l'économie locale	assurés	Appui à 10 microprojets boutiques vente de produits alimentaires, dépôts vétérinaires, dépôts vente de carburant et Gaz butane)	10	PRRE	Toute la commune	121 150 000	121 150 000				
			Réhabilitation d'une radio rurale	1	MINUSMA , PRRE	Abeibara	13 000 000	13 000 000				
Sous total sous-secteur Commerce/Transport				23			320 150 000	196 150 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000	31 000 000
Total général Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements				29			384 150 000	248 150 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000	34 000 000
Secteur Ressources Humaines et Population												
Genre et Développement	Assurer la promotion des droits des femmes et des enfants	Les droits des femmes et des enfants sont connus et promus par les populations	Organisation de 3 campagnes de sensibilisation des populations sur le genre	3	MINUSMA	Toute la commune	18 000 000	6 000 000	6 000 000	6 000 000		
		La participation des femmes et des jeunes aux activités politiques et économiques est favorisée	Financement de 5 AGR des jeunes et femmes (petites caisses, magasins de vente de produits locaux, atelier de teinture, magasin de vente des condiments, salons de coiffure)	5	MINUSMA , PRRE, DDRK	Toute la commune	50 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
			Organisation d'une formation sur l'importance de la participation des jeunes, des femmes aux élections	1	MINUSMA	Abeibara	5 000 000	5 000 000				
			Construction et équipement d'un centre de formation professionnel pour l'insertion socioéconomique des jeunes et des femmes	1	DDRK	Abeibara	70 000 000	70 000 000				
			Sous total sous-secteur Genre et Développement				10			143 000 000	91 000 000	16 000 000
Education/Formation	Augmenter sensiblement le taux	Les conditions d'accueil des enseignants sont améliorées	Construction des 4 logements pour les enseignants	4	ANICT	Abeibara	50 000 000	25 000 000	25 000 000			

	d’alphabétisation en milieu nomade surtout des femmes	Le taux de scolarisation des enfants augmente dans la commune	Organisation de 2 campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de la scolarisation des enfants	2	UNICEF, CAP, USAID	Toute la commune	12 000 000	6 000 000	6 000 000			
		Les conditions d'hébergement des élèves sont améliorées	Réhabilitation de 2 dortoirs pour les élèves	2	UNICEF, CAP, IRC, USAID	Abeibara	20 000 000	20 000 000				
		Des enseignants sont recrutés	Recrutement de 10 enseignants	1	Conseil Communal	Abeibara	15 000 000	15 000 000				
		Les écoles sont dotés des kits et mobiliers scolaires	Achats de mobiliers et kits scolaires pour 2 écoles	2	UNICEF, USAID	Abeibara village, Adjedass	30 000 000	30 000 000				
		Des salles de classe sont construites	Construction de 3 salles de classe	1	ANICT	Tassissat	45 000 000	45 000 000				
		Des medersas sont fonctionnelles dans la commune	Construction et équipement de 6 medersas	6	Conseil Communal	Abeibara village,Aghli, Adadjess, Ahdjar, Tidinamess, Djoumet	180 000 000	60 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000
		Un CDPE est construit	Construction de 1 CDPE	1	IRC, UNICEF, CAP	Abeibara	15 000 000	15 000 000				
		Un personnel de soutien est recruté pour le fonctionnement des cantines scolaires	Recrutement de personnel de soutien aux cantines scolaires (2 cuisiniers et 2 gardiens)	1	Conseil Communal	Abeibara, Adadjess	18 000 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000	3 600 000
		Les cantines scolaires sont approvisionnées en vivres	Approvisionnement des cantines scolaires en vivres	2	PAM	Abeibara	20 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Sous total sous-secteur Education			22			405 000 000	223 600 000	68 600 000	37 600 000	37 600 000	37 600 000	
Santé	Améliorer la couverture sanitaire dans la commune	Un CSCOM est construit	Construction d' 1 CSCOM	1	ANICT	Adadjess	60 000 000			60 000 000		
		Un CSCOM est approvisionnés en médicaments essentiels	Dotation de 1 CSCOM en médicaments essentiels	1	P. U I international , DRS	Abeibara	4 000 000	4 000 000				
		Des PSA sont opérationnels	Opérationnalisation de 11 PSA	11	P. U I international	Abeibara,A komas,Djoumet,Aghli,T assisset,Intouwiké,Acar cada,Inthagaren,As	22 000 000	11 000 000	11 000 000			

					sikad, An har, In acholagh						
		La mortalité infantile et maternelle est réduite	Formation et équipement de 22 accoucheuses traditionnelles	1	DRS, DDRK	Abeibara, Akomas, Djoumet, Aghli, Tassisset, Intowiké, Acarcada, Inthagaren, As sikad, An har, In acholagh	11 000 000	11 000 000			
		Les populations sont sensibilisées sur l'importance de la vaccination	Organisation de 2 campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de la vaccination	2	DRS	Toute la commune	12 000 000	6 000 000	6 000 000		
		Des bureaux de réadaptation à base communautaire sont mis en place dans la commune	Mise en place de 02 bureaux RBC (Réadaptation à base communautaire)	2	Handicap International	Toute la commune	20 000 000	10 000 000	10 000 000		
Sous total Sous-secteur Santé				18			129 000 000	42 000 000	27 000 000	60 000 000	-
Total général Secteur Ressources Humaines et Population				50			677 000 000	356 600 000	111 600 000	113 600 000	47 600 000
TOTAL GENERAL SECTEURS				203			3 139 659 000	1 485 899 000	574 690 000	492 690 000	305 690 000

6.3. Programme annuel 2017

Secteurs/sous secteurs	Objectifs	Résultats attendus	Activités	Nombre d'action	Partenaires	Localisation	Coût des actions (en CFA) 2017
I. Secteur Economie Rurale							
Agriculture	Améliorer l'alimentation des ménages	Les maraichers de la commune sont renforcés	Organisation de 5 sessions de formation des groupements maraichers sur les techniques agricoles	1	DDRK,PRRE	Abeibara	3 000 000
		Les maraichers sont dotés en équipements et intrants agricoles	Dotation de 20 maraichers en équipements et intrants agricoles	1	PRRE, MINSUMA,	Intouweké, Aghli, Tidinamist	15 000 000
Sous total Agriculture				2			18 000 000
Elevage	Promouvoir le développement de l'élevage	Le cheptel de la commune est vacciné	Organisation d'une campagne de vaccination du cheptel	1	DRPIA	Toute la commune	15 000 000
		Un marché à bétail est réhabilité	Réhabilitation d'un marché à bétail	1	MINUSMA	Abeibara	10 000 000
		Des activités d'embouche sont soutenues	Appui à 3 ateliers embouche ovine	3	PRRE	Toute la commune	38 379 000
		Une foire des éleveurs est organisée	Organisation d'1 foire	1	DDRK	Abeibara	12 000 000
		Des parcs de vaccination sont construits	Construction de 2 parcs de vaccination	2	PRRE, MINUSMA		18 180 000
		La commune dispose d'une aire d'abattage	Construction de 1 aire d'abattage	1	PRRE, MINUSMA	Abeibara	15 000 000
		Les éleveurs sont mieux formés sur les techniques de transformation des produits laitiers et la santé animale	Organisation de 5 sessions de formation des groupements d'éleveurs sur la transformation des produits laitiers, la santé animale et la gestion des ressources naturelles	1	DDRK	Abeibara	3 000 000
Sous total sous-secteur Elevage				10			111 559 000
Environnement	Protéger et	Des brigades de	Mise en place de 10 brigades	10	Conseil	Toute la	12 000 000

	valoriser les ressources pastorales	surveillance sont mises en place	de surveillance de l'environnement		Communal	commune	
		Les effets de la désertification sont minimisés	Plantation de 1000 arbres (essences locales/ fourrages)	1	Conseil Communal	Abeibara	2 000 000
		Le village est protégé des inondations	Extension d'une digue de protection du village	1	ANICT	Abeibara	45 000 000
		Une convention locale sur la GRN est élaborée	Elaboration d'une convention locale de gestion des ressources naturelles	1	Conseil Communal	Abeibara	4 000 000
Sous total sous-secteur Environnement				13			63 000 000
Paix et securité	Renforcer la paix et la sécurité dans la commune	les conflits sont gérés de façon pacifique	Mise en place d'un fonds de récupération/rachat de 500 armes de guerre	1	MINUSMA	Toute la commune	20 000 000
			Organisation de 5 rencontres intercommunautaires sur la récupération des armes de guerre, la paix et la gestion pacifique des conflits	1	MINUSMA	Abeibara,Akom as,Djoumet,Agh li,Tassisset,Into uwiké,Acarcada ,In thagaren,Assika d,An har,In acholagh	13 000 000
		La radicalisation des jeunes est réduite et la non-violence cultivée	Formation et équipement des 35 jeunes sur les techniques de déminage	1	UNMAS	Abeibara	4 000 000
			Financement de 6 microprojets de réinsertion et d'auto réhabilitation des jeunes	6	PRRE, DDRK, MINUSMA	Toute la commune	40 000 000
		Sous total sous secteur Paix et Sécurité				9	
Total général Secteur Economie rurale				21			269 559 000
Secteur secondaire							
Hydraulique	Assurer la satisfaction en approvisionnement en eau de la population et du	Des puits pastoraux sont réalisés	Réalisation de 3 puits pastoraux	3	PRRE, MINUSMA	Abeibara,Akom as,Djoumet,	90 000 000
		Des forages équipés en kits solaires sont réalisés	Réalisation de 3 forages équipés en kits solaires	3	MINUSMA, DDRK	Abeibara,Akom as,Djoumet,thag aren	198 000 000

	bétail	Un micro barrage est construit	Réalisation de 1 micro barrages	1	MINUSMA, PRRE	Abeibara, Ahdjar, Tassisset, Adedjess, Ibadid	35 000 000
		Des puits équipés de pompes solaires sont réalisés	Réalisation de 2 puits pastoraux équipés de pompes solaires	2	MINUSMA, DDRK, PRRE	Abeibara,Akom as	40 000 000
		Un puit est sécurisé dans la commune	Sécurisation de 1 puit maraichers	1	MINUSMA, DDRK, PRRE	Intouweké	10 000 000
		Une adduction d'eau est réhabilitée	Réhabilitation d'une adduction d'eau potable équipée de pompe solaire	1	ANICT, Conseil Communal	Abeibara	22 000 000
		Des impluviums sont réalisés	Réalisation de 3 impluviums	3	PRRE, MINISMA	Tassisset, Adedjess, Ibadid	75 000 000
		Une marre est creusée	Surcreusement de 1 marre	1	MINUSMA	Agharghar	7 000 000
Sous total sous-secteur Hydraulique				15			477 000 000
Energie	Faciliter l'accès à l'énergie aux populations	Le chef lieu de la commune est doté d'un réseau électrique	Réalisation d'un réseau électrique (achat d'un groupe électrogène de 100 Kva et accessoires)	1	MINUSMA	Abeibara	50 000 000
		Des familles d'éleveurs nomades sont dotées de kits solaires	Dotation de 100 familles d'éleveurs en kits solaires	1	PRRE	Toute la commune	10 000 000
Sous total sous-secteur Energie				2			60 000 000
		Un Centre d'accueil est réhabilité	Réhabilitation d'un Centre d'accueil	1	PRRE	Abeibara	18 000 000
Artisanat, culture	Valoriser le potentiel artistique et culturel	Une maison des jeunes est construite	Construction d'une maison des jeunes	1	MINUSMA	Abeibara	
		Une maison des artisans est construite	Construction d'une maison des artisans	1	PRRE, DDRK, MINUSMA	Abeibara	36 590 000
		Des microprojets sont financés pour soutenir les sous secteurs artisanat et culture	Financement de 2 microprojets de l'artisanat/culture	2	PRRE	Toute la commune	20 000 000
Sous total Sous-secteur Arts-Tourisme-Culture				5			74 590 000

Total général Secteur Secondaire				22			611 590 000
Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements							
Administration (Mairie)	Améliorer les conditions de travail des élus et du personnel communal	Les locaux de la mairie sont sécurisés et équipés	Réhabilitation/équipement de la mairie	1	Conseil Communal	Abeibara	49 000 000
		Les capacités des élus et du personnel sont renforcées en gestion administrative et financière	Organisation de 1 session de formation des élus et personnel communal	1	DDRK, PRRE	Abeibara	3 000 000
Total sous-secteur Administration				2			52 000 000
Commerce/Tra nsport et communication	Assurer le désenclavement de la commune et promouvoir l'économie locale	l'accessibilité des secteurs de développement, la communication et l'octroi des crédits aux commerçants sont assurés	Aménagement de 3 pistes rurales	2	PRRE, ANPE	Toute la commune	22 000 000
			Réalisation 2 radiers	6	PRRE	Toute la commune	40 000 000
			Appui à 10 microprojets pour des commerçants détaillants	10	PRRE	Toute la commune	121 150 000
			Réhabilitation d'une radio rurale	1	MINUSMA, PRRE	Abeibara	13 000 000
Sous total sous-secteur Commerce/Transport				19			196 150 000
Total général Secteur Infrastructures/Routes/Bâtiments/Equipements				21			248 150 000
Secteur Ressources Humaines et Population							
Genre et Développement	Assurer la promotion des droits des femmes et des enfants	Les droits des femmes et des enfants sont connus et promus par les populations	Organisation de 1 campagne de sensibilisation des populations sur le genre	1	MINUSMA	Toute la commune	6 000 000
		La participation des femmes et des jeunes aux activités politiques et économiques est favorisée	Financement d'1 AGR des jeunes et femmes	1	MINUSMA, PRRE, DDRK	Toute la commune	10 000 000
			Organisation d'une formation sur l'importance de la participation des jeunes, des femmes aux élections	1	MINUSMA	Abeibara	5 000 000
			Construction et équipement d'un centre de formation professionnel pour l'insertion socioéconomique des jeunes et des femmes	1	DDRK	Abeibara	70 000 000

Sous total sous-secteur Genre et Développement				4			91 000 000
Education/ Formation	Augmenter sensiblement le taux d’alphabétisatio n en milieu nomade surtout des femmes	Les conditions d'accueil des enseignants sont améliorées	Construction des 2 logements pour les enseignants	2	ANICT	Abeibara	25 000 000
		Le taux de scolarisation des enfants augmente dans la commune	Organisation de 1 campagne de sensibilisation des populations sur l'importance de la scolarisation des enfants	1	UNICEF, CAP, USAID	Toute la commune	6 000 000
		Les conditions d'hébergement des élèves sont améliorées	Réhabilitation de 2 dortoirs pour les élèves	2	UNICEF, CAP, IRC, USAID	Abeibara	20 000 000
		Des enseignants sont recrutés	Recrutement de 10 enseignants	1	Conseil Communal	Abeibara	15 000 000
		Les écoles sont dotés des kits et mobiliers scolaires	Achats de mobiliers et kits scolaires pour 2 écoles	2	UNICEF, USAID	Abeibara village, Adjedass	30 000 000
		Des salles de classe sont construites	Construction de 3 salles de classe	1	ANICT	Tassissat	45 000 000
		Des medersas sont fonctionnelles dans la commune	Construction et équipement de 2 medersas	2	Conseil Communal	Abeibara village,Aghli	60 000 000
		Un CDPE est construit	Construction de 1 CDPE	1	IRC, UNICEF, CAP	Abeibara	15 000 000
		Un personnel de soutien est recruté pour le fonctionnement des cantines scolaires	Recrutement de personnel de soutien aux cantines scolaires (2 cuisiniers et 2 gardiens)	1	Conseil Communal	Abeibara, Adadjess	3 600 000
		Les cantines scolaires sont approvisionnées en vivres	Approvisionnement des cantines scolaires en vivres	2	PAM	Abeibara	4 000 000
Sous total sous-secteur Education				15			223 600 000
Santé	Améliorer la couverture sanitaire dans la commune	Un CSCOM est construit	Construction d' 1 CSCOM	1	ANICT	Adadjess	
		Un CSCOM est approvisionnés en	Dotation de 1 CSCOM en médicaments essentiels	1	P. U I international, DRS	Abeibara	4 000 000

	médicaments essentiels					
	Des PSA sont opérationnels	Opérationnalisation de 6 PSA	6	P. U I international	Tassisset,Intou wiké,Acarcada,I n thagaren,Assika d,An har,In acholagh	11 000 000
	La mortalité infantile et maternelle est réduite	Formation et équipement de 22 accoucheuses traditionnelles	1	DRS, DDRK	Abeibara,Akom as,Djoumet,Agh li,Tassisset,Into uwiké,Acarcada ,In thagaren,Assika d,An har,In acholagh	11 000 000
	Les populations sont sensibilisées sur l'importance de la vaccination	Organisation de 1 campagne de sensibilisation des populations sur l'importance de la vaccination	1	DRS	Toute la commune	6 000 000
	Un bureau de réadaptation à base communautaire est mis en place dans la commune	Mise en place de 01 bureau RBC (Réadaptation à base communautaire)	1	Handicap International	Toute la commune	10 000 000
Sous total Sous-secteur Santé			11			42 000 000
Total général Secteur Ressources Humaines et Population			30			356 600 000
TOTAL GENERAL SECTEURS			94			1 485 899 000

VII. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

7.1. Stratégie de mobilisation du financement

La mobilisation du financement sera animée par les autorités communales avec le concours des autorités villageoises de l'administration. Il s'agira par rapport aux différentes sources de financement, d'engager les démarches appropriées ou prescrites. Pour la mobilisation des ressources internes notamment les taxes et contributions villageoises la commune procédera à une sensibilisation des populations à travers une restitution du contenu du plan de développement aux populations.

Elle mettra l'accent sur l'origine populaire des besoins exprimés et les liens entre la mobilisation des taxes et la réalisation des projets retenus.

Les financements des partenaires seront mobilisés suivant un processus de négociation sur la base de l'outil de négociation que représente le plan. Ce sont par exemple les ONG, les organisations multilatérales et bilatérales les projets, les dons et les legs,

En ce qui concerne les financements mis en place par l'Etat avec le concours de ses partenaires financiers tels que le FICT, PADDER, PRRE, le PIRE (programme intermédiaire pour la relance éducative), le PRODESS (programme de développement sanitaire et social) et la commune observera leurs procédures de soumission de projets pour être éligible à leur financement.

Le conseil communal veillera à la bonne gestion des fonds mobilisés par un suivi rigoureux des dépenses.

Le conseil communal s'attachera en concertation avec ses partenaires à mettre en place de nouveaux mécanismes de financement tels les participations des associations et entreprises locales, la valorisation des équipements marchands entre autres.

7.2. La mobilisation sociale

L'aspect relatif à la mobilisation sociale sera conduit en même temps que la mobilisation des ressources financières internes ; les villages et secteurs de développement seront sensibilisés pour participer et fournir la main d'œuvre sur les chantiers et apporter les matériaux disponibles dans le terroir.

La commune veillera à développer un mécanisme de restitution régulière de l'utilisation des fonds, des réalisations effectuées, et des besoins de financement.

Pour mieux encourager la participation et optimiser les ressources, elle initiera un système de concession ou de délégation de la gestion de certaines infrastructures aux groupes organisés et aptes sur la base de sélection transparente.

7.3. La composante technique

Elle se situe en amont, elle fait appel aux qualités techniques de la commune, des prestataires pour le montage des dossiers de projets.

Le montage des projets inscrit dans le Plan de Développement et le budget est un préalable du financement de certaines sources comme l'ANICT, l'ADR ; il requiert une étude de faisabilité et l'élaboration de devis et plans d'exécution du projet.

L'appui des prestataires à cet égard est de former la commune, de l'accompagner et de vérifier la conformité des dossiers aux procédures prescrites. Il en est de même des services techniques qui seront sollicités pour leur expertise spécifique sous forme de conseils, assistance, de suivi contrôle, d'évaluation.

VIII. MECANISME DE SUIVI EVALUATION

Le suivi évaluation sera assuré conformément au cadre logique du plan et du programme annuel et en fonction des indicateurs de résultats qui sont définis.

Le maire désignera par arrêté parmi les commissions de travail mise en place celle qui sera chargée du suivi de la mise en œuvre du plan. Celle-ci sera élargie à des partenaires clés de la commune selon leur choix. Elle aura pour tâches d'identifier, d'organiser et de planifier les activités de collecte de données nécessaires à l'appréciation périodique des réalisations au titre du plan. La commission fera le compte rendu de ses activités lors des sessions du conseil communal. Par conséquent un calendrier de suivi évaluation sera défini par la commission et les indicateurs préparés par rapport à chaque étape. A ces

aspects du mécanisme, la commission veillera sur l'évaluation des programmes annuels issus du PDSEC et leur budgétisation.

IX. DIFFUSION DU PDSEC

La diffusion du PDSEC permettra d'élargir la connaissance des projets de développement prioritaires de la commune à un plus grand nombre de personnes physiques et morales, d'organismes d'appui techniques et financiers.

Elle aura l'avantage d'accroître les opportunités d'intervention par l'intérêt que le plan pourrait susciter en termes de coopération décentralisée, de partenariat avec les projets et structures privées ou publiques dont les objectifs sont en harmonie avec ceux du plan.

La commune ne disposant pas des radios rurales fonctionnelles ; les assemblées d'information au niveau des secteurs de développement seront organisées pour permettre une plus grande diffusion du PDESC. Des copies du PDESC seront également distribuées aux partenaires et à l'administration.

X. CONCLUSION

Le document élaboré est un outil de référence précieux de planification des actions de développement de la commune, de mobilisation des populations, des partenaires, des ressources et de plaidoyer. Il est le résultat d'un long processus participatif.

Son élaboration a été rendue possible grâce à l'appui du Projet de Reconstruction et de Relance Économique, *UCP/SOS Sahel International au Mali/Consortium AZHAR- CERCA*, de tous les services techniques de la commune et du cercle et surtout par l'engagement du conseil communal.

La mise en œuvre correcte du présent programme de développement économique social et culturel permettra de booster le développement dans la commune et contribuer à l'atteinte des objectifs répondant aux aspirations de la population de la commune en matière de développement et de bien-être. C'est pourquoi le présent plan quinquennal est ambitieux, c'est qui est en fait normal si l'on tient compte de la précarité qui prévaut dans la commune et les nombreuses demandes des populations.

Les populations de la commune estiment que la clé du développement futur réside dans l'amélioration des ressources humaines par l'éducation, la formation des jeunes et des femmes notamment. Il importe de préciser que les femmes de plus en plus actives dans le développement économique social et culturel souhaitent la multiplication des activités génératrices de revenus et surtout leur implication dans la gestion des affaires publiques à tous les niveaux.

Pour réaliser de façon correcte et satisfaisante les actions du présent PDESC, il sera indispensable pour le maître d'ouvrage (conseil communal) de mettre en place une organisation et une stratégie fortes axées sur l'information/sensibilisation des populations, la maîtrise des responsabilités des acteurs, la transparence dans la gestion des affaires publiques et surtout la mobilisation des ressources nécessaires.

Les acteurs locaux devront ainsi comprendre que le développement de leur commune ne sera jamais providentiel et pour être durable et garder l'esprit de solidarité entre tous, il aura toujours besoin du génie créateur et des énergies de l'ensemble des citoyens de la commune qui attendent toujours et sans cesse des appuis de l'extérieur. Le maître d'ouvrage devra par conséquent chercher à en faire une sorte de « prisme social » dans lequel sont cristallisés les efforts de tous.

ANNEXES

REGION DE KIDAL

CERCLE D'ABEIBARA

COMMUNE RURALE D ABEIBARA

REPUBLIQUE DU MALI

Un peuple-Un but-Une foi

DELIBERATION N° 2016/02/CRB

Le conseil communal réuni en session ordinaire à la mairie de ABEIBARA, au cours de sa séance du 06 juin 2016, après avoir délibéré a décidé à l'unanimité des conseillers présents de l'élaboration de son plan de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) pour la période 2017-2021.

Conseillers en exercice 11

Conseillers présents : 08

Conseillers absent : 03

- Ont voté pour : 08
- Contre : 00
- Abstention : 00

Conseillers présents :

- 1- AGALY AG OUMAR MAIRE
- 2- SAGDOUNE AG IBATAL 1^{er} adjoint
- 3- ATTAYOUB AG INAWELENE 2^{em} adjoint
- 4- MAYATANE AG INAMOUD 3^{em} adjoint
- 5- ALKACEM AG SAID Conseiller
- 6- KALENE AG MOHAMED Conseiller
- 7- GUSSA AG MAKNI Conseiller
- 8- IBRAHIM AG MOHAMED Conseiller

Conseillers absents :

- 1- AGALI AG BABAKAR
- 2- RISSA AG BOUBACAR
- 3- KABI AG MAGDI

Fait et délibéré à ABEIBARA le 06 / 06 / 2016

Le Maire

AGHALY AG OUMAR



Région de Kidal

Cercle d'ABEIBARA

COMMUNE RURALE D'ABEIBARA

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

DECISION N° 02/CRA/2016

**PORTANT CREATION DU COMITE COMMUNAUTAIRE DE SUIVI ET SURVEILLANCE DE PLANIFICATION,
D'ENREGISTREMENT DE GRIEFS, DE GESTION DE PLAINTES ET DE RESOLUTION DES CONFLITS**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE RURALE D'ABEIBARA

Vu la constitution ;

Vu la loi n°93 -008 du 11 février 1993, modifié, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi N°99-035 du 10 aout 1999 portant création des collectivités territoriales de Cercles et de Région ;

Vu, la Loi N° 2012 -007 du 07 février 2012 portant Code des Collectivités Territoires ;

DECIDE

ARTICLE 1^{er} : Il est créé un comité communautaire de suivi et surveillance de planification ,d'enregistrement de griefs ,de gestion de plaintes et de résolution des conflits de la commune rurale de ABEIBARA dans le cadre de l'élaboration de son plan de développement économique social et culturel 2017- 2021

ARTICULE 2 le comité est composé des huit membres.

- 1- MOHAMED AG BOUBACRAIN
- 2- AHMZ AG IBRAHIM
- 3- SIDI ALMOCTAR AG ATTAYOUB
- 4- IBRAHIM AG MOHAMED
- 5- BESSA AG ACHARIF
- 6- ISMAGUL AG IBRAHIM
- 7- LILLA WALET BATAL
- 8- MARIAM WALET OSSA

ARTUCLE 3 : La présente décision qui prend effet à compter de sa date de signature, sera enregistrée et communiquée partout ou besoin sera.

Ampliation :

Préfet.....1/Info

Archive/Chrono1/2

ABEIBARA, le 06/06/2016

Le Maire

Aghali Ag Oumar



REGION DE KIDAL

CERCLE D'ABEIBARA

COMMUNE RURALE D ABEIBARA

REPUBLIQUE DU MALI

Un peuple-Un but-Une foi

DELIBERATION N° 2016/03/CRA

Le conseil communal réuni en session ordinaire à la mairie de ABEIBARA, au cours de sa séance du après avoir délibéré a décidé à l'unanimité des conseillers présents de l'adoption de son plan de Développement Economique Social et Culturel (PDESEC) pour la période 2017-2021.

Conseillers en exercice 11

Conseillers présents : 08

Conseillers absent : 03

- Ont voté pour : 08
- Contre : 00
- Abstention : 00

Conseillers présents :

- 1- AGALY AG OUMAR MAIRE *AG*
- 2- SAGDOUNE AG IBATAL 1^{er} adjoint *IB*
- 3- ATTAYOUB AG INAWELENE 2^{em} adjoint *AI*
- 4- MAYATANE AG INAMOUD 3^{em} adjoint *MI*
- 5- ALKACEM AG SAID Conseiller *AS*
- 6- KALENE AG MOHAMED Conseiller *KA*
- 7- GUSSA AG MAKNI Conseiller *GA*
- 8- IBRAHIM AG MOHAMED Conseiller *IM*

Conseillers absents :

- 1- AGALI AG BABAKAR
- 2- RISSA AG BOUBACAR
- 3- KABI AG MAGDI

Fait et délibéré à ABEIBARA le 20 / 11 / 2016

Le Maire

AGHALY AG OUMAR



D

Annexe IV: Diagnostic de la commun e d'Abeibara

Domaine	Potentialités	Contraintes	Solutions	Forces	Faiblesses
Élevage	-Nombre important de cheptel ; -Pâturages ; -Proximité avec le marché à bétail (Algérie)	-Insuffisance d'eau ; -Maladies animales ; -absence d'auxiliaires vétérinaires ;	-Creusement des puits à grand diamètre, forages, impluviums et marres; -Campagnes de vaccinations et déparasitage ; -formation des agents vétérinaires locaux	-Important savoir-faire empirique dans le domaine d'élevage ;	-Manque d'innovation dans le sous-secteur ; -Insuffisance dans l'organisation des éleveurs
Commerce	-Existence de quelques opérateurs économiques ; -Existence de marché.	-Activité économique informelle ; -Insécurité sur les axes ; -Enclavement de la commune ;	-Formaliser les échanges commerciaux avec l'Algérie (régions du sud) ; -Améliorer l'état des routes ;	-Grande maîtrise des circuits et d'approvisionnement	-Activité largement dominée par la contrebande -Manque d'organisation des opérateurs économiques
Artisanat	-Existence de la matière première tirée de l'élevage (cuir, peau) ; -Existence d'associations féminines	- Manque de débouchées	-Valoriser les produits de l'artisanat local ;	-Savoir-faire traditionnel	-Manque d'organisation des producteurs
Santé	-Existence d'une ASACO ,un Cscm et le CSref délabré	-Insuffisance des agents de sante qualifiés au niveau local ; -Insuffisance de médicaments ; -Faible couverture sanitaire.	-Renforcement des capacités du personnel de santé local ; -Réhabilitation du CsRef ; -Approvisionner les Centres de de santé en kits sanitaires suffisants ; -Multiplier les interventions des équipes mobiles de santé	-Existence d'un système de santé traditionnel (thérapeutes)	-Réticente des communautés à la vaccination et aux soins
Education	-Nombre important d'enfants scolarisables ;	-Réticence des parents (éleveurs nomades) à scolariser leurs enfants ; -Insécurité autour des écoles ; -Salles de classes en mauvais état -Insuffisance du personnel enseignant	-Sensibilisation des parents ; - Approvisionnement des cantines -Réhabilitation des salles de classes ; -Dotation des écoles en kits scolaires ; -Recrutement de personnel enseignant	-Existence des APE, AME et CGS	-Faible intérêt des communautés à l'éducation

ANNEXE V : Liste des participants aux journées Intercommunales

N°	Prénom Nom	Fonction
1	Ibrahim Ag Mohamed	Personne Resource
2	Acheck ag Alhousseini	Notable
3	Bogha ag Alkassim	Personne Resource
4	Hamed lamine Ag Attayoub	Notable
5	Ismaghil ag Ibrahim	President Asso
6	Mohamed ag Dama	Notable
7	Abakader ag Moussa	Secrétaire général mairie
8	Mohamed ag Boubakar	Leader com
9	Takni ag Ibrahim	Leader com
10	Hassane ag Ahmoudan	Conseiller communal
11	Ahima ag Ibrahim	Conseiller communal
12	Bamarka A Touré	Animateur
13	Attiyoub ag Alitni	Animateur
14	Baye ag Ousmane	Président Asso
15	Ibrahim ag Attaher	Conseiller communal
16	Souleymane ag Ahmed	Leader com

Annexe VI : Liste de participants à l'Atelier Planification

N°	Prénom Nom	Fonction
1	Amihachel Ag Ossad	Chef de Village Tessalit
2	Akly Ag Wakawalane	Directeur de Cap Tessalit
3	Ismaguel Ag Mohamed	Adjoint Au Maire
4	Iney Ould Salem	Chef quartier
5	Ika Walet Taki	Présidente Asso-Tahorte
6	Matalla Ag Hamzata	Chef de Fraction
7	Hawa Ag Intachit	Chef de Fraction
8	Badi Ag Kayadi	Secteur Ikadawatene
9	MohamedAg Akli	Personne Ressource
10	Amoyak Ag Abidine	Conseil Fraction
11	Ayad Ag Amakdaya	Conseiller Fraction
12	Malik Ag Habada	Conseiller Fraction
13	Ahmed Ag Ousmane	Personne Ressource
14	Alhassane Ag Sidaghmar	Chef secteur Telakak
15	Rhissa Ag Alhakim	Imam

16	Albaraka Ag Alfaki	Leadeur
17	Mouneissa Doumbia	Présidente Ass-Assaghssal
18	Taskiwt Walet Ratam	Rep –CAFO
19	Bareika Ag Almestae	Chef Fraction
20	Tahone Walet Wan-Lalla	Rép des Femmes
21	Abdoulahy Doumbia	Ségal Commune
22	Sidalamine Ag Rhissa	Santé
23	Intehenit Ag Souebag	Elu
24	Balla Ag M’Bakia	Elu
25	Ahmed Ag Awinawane	Elu
26	Arikak Ag Ibrahim	Jeunesse
27	Mohamed Ag M’Bakiya	Leader Jeune
28	Guigass Walet Wani	Membre Asso-Tahorte
29	Billal Ag Assalami	Plateforme
30	Albacher Ag Ousmane	Jeune Leader

Annexe VII Liste des participants à l'Atelier de validation

N°	Prénom Nom	Fonction
1	Hassane ag Ahmoudan	Conseiller communal
2	Abakader ag Moussa	Secrétaire général mairie
3	Hamed lamine Ag Attayoub	Notable
4	Acheck ag Alhousseini	Notable
5	Mohamed ag Dama	Notable
6	Ismaghil ag Ibrahim	President Asso
7	Ahima ag Ibrahim	Conseiller communal
8	Attiyoub ag Alitni	Animateur
9	Ibrahim ag Attaher	Conseiller communal
10	Bamarka A Touré	Animateur
11	Souleymane ag Ahmed	Leader com

ANNEXES VIII : Liste des OCB/OSP ABEIBARA

Villages	Nom de l'OCB/OSP	Nature de l'OCB/OSP	N° de Récépissé	Responsable (Nom et Prénom + Contact)	Nombre de membres			Domaines d'activité	Type d'investissements	Nombre bénéf.			Partenaire s
					Hom	Fem	Total			Hom	Fem	Total	
ABEIBARA	AKOMAS	Association	10-05/CABE	Mohamed Ag Bobakrine	40	30	70	ELEVAGE	Construction et equipement d'une mini laiterie	80	60	140	
ABEIBARA	Talachamat	Association	11-08/CABE	Ibrahim Ag Barka	20	15	35	COMMERCE	Boutique de vente de carburant				
ABEIBARA	TINFONAKAL	Association	018/CTM 2013	Abilal Ag Zeid	15	9	24	ELEVAGE	Magasin d'aliment betail	20	20	40	
ABEIBARA	TAMSIDHALT II	Assiciation	10-09/CABE	Sidalmoctar Ag Attayoub	22	10	32	COMMERCE	Construction d'un magasin de commercialisation des produits de premieres de base	22	10	32	
ABEIBARA	TEDJETEME	Association	CT-2011	Baye Ag Ousmane	12	-12		ELEVAGE	Construction et approvisionnement d'un magasin d'aliment à betail	30	10	40	
ABEIBARA	AFRADJI	Organisation des jeunes	-	Ada Ag Assifagh	15	12	27	EDUCATION	Formation et un fonds de roulement pour demarrer l'emboche	30	20	50	
ABEIBARA	AMASKORA	Association	-	Mossa Ag Ahmed Lamine	20	-	20	ELEVAGE	Construction d'un magasin de stockage des terres salées	100	50	150	
ABEIBARA	KADADASS	Association	-	Ibrahim Mohamed	08	05	13	COMMERCE	Une boutique de commerce	20	10	30	
ABEIBARA	DJOUMATE	Association	215/CT	Assifagh Ag Ghuissa	10	08	18	ELEVAGE	Acquisition d'un noyau d'élevage et mise en place d'un système de revolving	30	15	55	
ABEIBARA	TARBAZEY	Association		Bouya Ag Mohamed	12	3	15	BOULANGERIE	Construction et équipement d'une boulangerie	50	30	80	
ABEIBARA	ACHIBAN	Association	037CT/2010	Ibrahim Ag Mohamed	15	-	15	COMMERCE	Fonds de roulement pour démarrer une boutique de vente des produits de base	40	40	80	
ABEIBARA	TEDJETEMI	Cooperative	95CTM/2010	Mossag Ag Attiyoub	12	-	12	ELEVAGE	Unité de transformation du lait et de la viande	30	20	50	

